

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Des constructeurs français veulent s'implanter en Algérie

Des constructeurs automobiles français sont intéressés par l'implantation de leurs usines en Algérie.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - C'est ce que la présidente du Mouvement des entrepreneurs de France (MEDEF), Laurence Parisot, a assuré, hier, lors d'un point de presse. Toutefois, la représentante du patronat français s'est montrée évasive à ce propos, se limitant à affirmer l'existence de discussions «discrètes».

Lors de ce point de presse, la présidente du patronat français s'est surtout employée à affirmer la volonté et la détermination des chefs d'entreprise français, «heureux d'investir et de travailler en Algérie».

Soit continuer à investir dans les secteurs privilégiés que sont la pétrochimie, les transports, les énergies renouvelables, l'eau, et au-delà assure-t-elle.

Ainsi, poursuivre la coopération avec un

pays que M^{me} Parisot qualifie de «partenaire de tout premier plan», de pays «au potentiel tout à fait exceptionnel» et où les Français renouvellent et confirment leur ambition de préserver leur leadership économique.

C'est ce qu'elle a affirmé avoir exprimé au Premier ministre, Ahmed Ouyahia, qui l'avait reçue, auparavant, en audience, marquée, selon elle, par «une excellente entente».

En notant que le Premier ministre a écarté l'existence de contentieux économiques entre les deux pays et a confirmé la poursuite du programme des privatisations.

Selon M^{me} Parisot, «les règles instituées par la loi de finances complémentaire pour 2009 sont quelque chose dont nous prenons acte. Et c'est tout».



Photo : DR

Pour Mme Parisot, l'Algérie est un partenaire de tout premier plan.

Certes, dira-t-elle, «certaines entreprises françaises ont découvert avec surprise cette LFC. Elles avaient besoin d'un temps d'adaptation, d'analyse et de compré-

hension». Mais, «ce temps se déroule», voire est révolu, et ces «règles de jeu légitimes, incontestables», s'imposent à tout le monde», observe-t-elle. Et d'assurer qu'«il

n'y a pas de discussions difficiles sur le mode de gouvernance des projets partenariaux» dont le partenaire étranger peut avoir le leadership managérial.

En notant, par ailleurs, qu'une nouvelle chambre de commerce et d'industrie algéro-française est née depuis hier, avec une composition paritaire.

C. B.

REVALORISATION DES PENSIONS

La FNTR revendique un taux unique

Les syndicalistes retraités, affiliés à la Fédération nationale des travailleurs retraités (FNTR-UGTA), considèrent que le taux de revalorisation des pensions de retraite 2009 de 5 % ne reflète pas la réalité de l'enveloppe accordée par la tutelle. Le ton a été donné dans la résolution finale de la dernière session de la CEF qui s'est tenue le 18 novembre dernier.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Les membres de la commission exécutive fédérale (CEF) de la FNTR indiquent qu'«il n'y a pas jonction entre les anciennes pensions et les nouvelles et que deux taux doivent toujours demeurer en vigueur jusqu'à amendement de l'article 43 de la loi 83-12».

Dans le même document, la CEF dit ne pas «comprendre toujours les deux paliers de revenus appliqués, dans le cadre du SNMG, l'un de 100 % pour le travailleur en activité et l'autre de 75 % pour la pension minimum du retraité». Et de demander «l'alignement de la pen-



Photo : Samir Sid

sion minimum à hauteur de 100 % du SNMG».

Sur un autre plan, la CEF a pris acte du «refus de la tutelle d'aligner les pensions de retraite proportionnelle et sans condition d'âge à 10 000 DA, léchant ainsi quelque 100 000 retraités de l'amendement de l'ordonnance 97-13, en instaurant de nouvelles conditions financières en matière de facilitation pour le départ en retraite et en remboursant les 350 milliards de dinars déboursés par la CNR pour le paiement des pensions de ces deux catégories, le règle-

ment pour plus de 20 000 retraités des problèmes découlant de l'application de l'IRG pour les pensions dont le montant se situe entre 19 400 DA et plus».

Par ailleurs, la CEF de la FNTR, selon la résolution finale, a demandé «l'application de l'article 52 de la loi de finances complémentaire pour 2009, concernant le minimum moudjahidine».

Elle demande, en outre, «d'inclure le montant de la majoration pour conjoint à charge pour toute pension minimum accordée pour les moudjahidine et le droit minimum

sans tenir compte du complément différentiel.» Enfin, la CEF déplore, lit-on dans la résolution, «l'attitude du conseil d'administration de la Casnos qui n'a pas délibéré depuis des années pour proposer la revalorisation des pensions, arguant que le conseil d'administration de la CNR ne peut proposer un taux à sa place».

Ceci dit, la CEF a indiqué que le prochain congrès de la FNTR, le cinquième depuis sa création, se tiendra au cours du premier semestre 2010.

A. B.

EMBLÈME NATIONAL BRÛLÉ PAR DES AVOCATS DU BARREAU D'ÉGYPTE

Les avocats algériens interpellent les organisations internationales

Les avocats algériens, à travers l'Union nationale des barreaux d'Algérie, ont officiellement saisi l'Union arabe des avocats pour que «des mesures disciplinaires soient prises à l'encontre du barreau des avocats d'Egypte».

Cette sortie des robes noires algériennes fait suite «à l'acte grave et inexplicable» commis par des avocats égyptiens en brûlant le drapeau algérien.

En effet, à l'issue d'une manifestation organisée par les avocats égyptiens lundi, ces derniers n'y sont pas allés par quatre chemins pour «brûler l'emblème national».

Selon l'Union nationale des barreaux d'Algérie, «l'Union des avocats arabes doit demander des explications au barreau égyptien, l'Organisation internationale des avocats doit être informée de cet acte gravissime et des mesures disciplinaires doivent être prises à leur encontre».

Pour M^e Nouredine Benisaâd, membre du conseil de l'Ordre des avocats d'Alger, l'attitude adoptée par les avocats égyptiens est indigne mais n'est nullement surprenante.

Selon lui, «le barreau des avocats d'Egypte est une coquille vide qui n'a rien fait pour la promotion des droits de la défense dans le monde arabe».

Pour notre interlocuteur, «il est urgent de revoir son fonctionnement et sa restructuration dans la perspective d'une véritable défense du droit dans le monde arabe.»

A. B.